

BULLETIN

Le magazine
du travail décent

1/25

Focus:
UN IMPACT
DURABLE



BRÜCKE
Le PONT



Photo de couverture et quatrième de couverture : Une éleveuse et un éleveur de volailles au Togo. Brücke Le Pont améliore avec des partenaires sur place l'élevage de poulets dans le cadre du projet Kara.

IMPRESSUM

Édité par : Brücke Le Pont,
Rue St-Pierre 12, 1700 Fribourg
+41 26 425 51 51
info@bruecke-lepont.ch
bruecke-lepont.ch

Rédaction : Pascal Studer
Images : Ormus, AFVA, Brücke Le Pont,
Peter Käser
Design : Studio Way, Zürich
Impression : Cavelti AG, Gossau
Le bulletin paraît trois fois par an.

Impression climatiquement neutre
sur papier FSC.

DONS

IBAN CH43 0900 0000 9001 3318 2
Bénéficiaire : Brücke Le Pont,
Ausstellungsstrasse 21, 8005 Zürich
Ou en ligne : → bruecke-lepont.ch/dons



Votre don en
bonnes mains.

BRÜCKE LE PONT œuvre pour un monde juste dans lequel tous les êtres humains peuvent vivre de façon autonome d'un travail décent.

Avec notre programme de développement, nous soutenons l'amélioration durable des conditions de vie et de travail en Afrique de l'Ouest et en Amérique centrale. Le programme « Travail en dignité » bénéficie du soutien de la Direction du développement et de la coopération (DDC), Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).



Chère lectrice, cher lecteur,

Depuis plusieurs mois, la coopération internationale traverse une période tumultueuse. Alors que le secteur est sous pression politique – le Parlement a procédé à des coupes budgétaires drastiques lors de la session d'hiver – le monde est également devenu plus mouvementé. Les conflits, de plus en plus nombreux, s'intensifient.

Ces bouleversements sont un véritable défi. Il est alors d'autant plus important d'utiliser nos ressources le plus efficacement possible. Et quoi de plus efficace que de mettre en place des projets durables, qui se poursuivent de manière indépendante après notre soutien ? Et de créer, avec nos partenaires, des structures qui sont souhaitées et soutenues localement ? Ou encore d'établir des structures qui fonctionnent si bien qu'elles restent ancrées dans la société même après le départ de Brücke Le Pont ?

Nous sommes convaincus que c'est précisément cette durabilité institutionnelle qui fait une bonne coopération au développement. Nous sommes fiers que cela fasse partie de nos valeurs fondamentales. Découvrez dans les pages suivantes les belles histoires qui sont nées de cette conviction. Je vous souhaite une bonne lecture.

Cordiales salutations

Franziska Theiler, directrice

Le projet « Kara », bien établi, continue désormais de grandir sans Brücke Le Pont

La coopération au développement crée des structures durables sans dépendances. Brücke Le Pont en est convaincu. Le responsable de l'organisation partenaire PTM explique pourquoi le projet Kara y est parvenu.

Texte: Pascal Studer

Issifou Gbandi a consacré toute sa carrière à la coopération au développement. A 61 ans, il dirige Parrains Tiers-Monde (PTM), une ONG togolaise partenaire de Brücke Le Pont depuis des décennies. Ce partenariat prendra fin à l'automne.

Au centre du Togo, des milliers de personnes sont sorties de la pauvreté et ont trouvé une nouvelle source de revenus dans le cadre du projet Kara, grâce à la riziculture et à l'élevage de poulets.

« Un impact durable »

Accès aux services de labour, augmentation des récoltes grâce à une meilleure gestion de l'eau, application de méthodes de culture agroécologiques ou établissement de relations commerciales durables : autant de résultats obtenus par PTM et Brücke Le Pont au fil des années. Le bien-être des animaux a également été amélioré de façon continue, notamment grâce à un meilleur accès aux soins vétérinaires et à l'amélioration de l'élevage dans son



L'amélioration des soins vétérinaires est centrale dans le projet Kara.

ensemble, ce qui a permis de réduire la mortalité animale.

Tout cela, Issifou Gbandi le sait. Après tout, il a été le pilier de ces succès. Et pourtant, il y a un point dont il est particulièrement fier : « Nous avons obtenu un impact durable », dit-il.

Un projet enraciné dans la région

La coopération au développement est paradoxale : contrairement aux idées reçues, elle n'a pas vocation à perdurer indéfiniment, mais à prendre fin. C'est du moins ainsi que Brücke Le Pont le conçoit, et c'est également dans cette perspective que le projet Kara a été planifié.

« L'approche systémique du projet, également appelée Market Systems Development (MSD), a fortement contribué à ce que les acteurs poursuivent les activités du projet, même après la fin du partenariat », explique Gbandi.

En effet, le projet Kara s'est ancré dans la région. Cela s'explique surtout par le fait que les décisions aient été prises collectivement au cours des différentes phases du projet. Participant·es au projet, collaborateurs·trices de PTM, responsables de Brücke Le Pont : tous·tes ont discuté « comme autour d'une table ronde », selon Gbandi. Il donne un exemple : « Nous n'avons pas seulement soutenu les



Le savoir γ est transmis : les clubs d'écoute communautaires jouissent d'une grande popularité.

personnes impliquées dans la culture du riz et l'élevage de volailles. Nous avons aussi réfléchi à la manière dont nous pouvions encourager le partage de connaissances sur des thèmes qui préoccupent la population ».

C'est ainsi qu'est née l'idée d'une émission de radio. Des « clubs d'écoute communautaires » ont été mis en place pour parler des défis de l'élevage de poulets et de la culture du riz. « La population peut appeler directement le studio et poser des questions. Les émissions sont diffusées dans la langue locale », explique Gbandi.

Des journalistes et des expert·es, mais également le public qui connaît bien le quotidien des auditeurs·trices, se chargent de répondre aux questions. L'audience ne cesse de croître, et le savoir se diffuse toujours davantage, preuve que ces émissions résonnent profondément auprès du public.

C'est exactement la mission de la coopération au développement. Elle initie et établit des structures qui perdurent et qui répondent aux besoins locaux. Et personne ne connaît mieux ces besoins locaux que les personnes sur place. Cette maxime

s'est également appliquée à la création des clubs d'écoute. « Nous avons toujours discuté et décidé ensemble », résume Gbandi à propos de sa collaboration avec Brücke Le Pont.

Tout n'est pas influençable

Demander la garantie d'une coopération au développement durable n'est cependant pas réaliste. En effet, inscrire les projets dans un contexte local implique de penser au cadre politique. « Les relations avec l'État sont importantes » confirme Issifou Gbandi. C'est pourquoi nous suivons de près l'évolution politique du Togo. Car même si les projets sont bien établis, c'est en fin de compte la manière dont ils sont financés qui est déterminante.

Bien que les décisions budgétaires soient de plus en plus décentralisées au Togo et que les administrations locales aient davantage de compétences, la pertinence de la coopération au développement est toujours mise à l'épreuve par les services de l'État. Et la situation dans le nord du Togo, où les organisations terroristes prolifèrent selon Gbandi, est encore plus volatile.

PTM est toutefois convaincu d'être prêt pour les défis à venir. « Nos structures sont bonnes », affirme Gbandi avant de conclure : « La coopération avec Brücke Le Pont est pour nous la base de ce que doit être une collaboration durable ». \odot

Le projet Kara en bref

Le projet encourage la production et la vente de riz et de viande de poulet à Central et à Kara, les régions les plus pauvres du Togo. L'élevage de poulets est une source importante de revenus et de protéines pour de nombreuses familles d'agriculteurs. En améliorant l'accès aux soins vétérinaires, elles augmentent la production d'animaux en bonne santé.

Les producteurs·trices de riz apprennent des méthodes de culture agro-écologiques. Ils et elles reçoivent des informations sur l'évolution des prix et ont un meilleur accès aux machines de labour. Cela leur permet d'améliorer la culture et la vente du riz et de s'adapter au changement climatique.

L'objectif pour les deux groupes est une augmentation durable des revenus. Lors de la sélection des participant·es au projet, une attention particulière est accordée aux groupes socialement défavorisés tels que les femmes, les jeunes n'ayant pas terminé leur scolarité, les chômeurs ou les personnes en situation de handicap.

La fin du partenariat avec PTM est prévue depuis longtemps. La manière dont les ressources ainsi libérées seront utilisées par Brücke Le Pont est en cours d'analyse.



« J'ai de la valeur » : une ouvrière du secteur textile et une huissière de justice parlent de leur lutte pour le droit du travail

Pour être durable, la coopération au développement doit être conçue selon le contexte local. Au Salvador, Brücke Le Pont et ses partenaires locaux renforcent les droits des travailleurs et travailleuses du secteur textile.

Interview: Pascal Studer

Carmen Yesenia viuda de Rodas doit recevoir de l'argent. De l'argent qu'elle a gagné en travaillant dur dans une usine textile salvadorienne. De l'argent dont elle a besoin urgemment. Mais le travail dans les « maquilas » – c'est ainsi que l'on appelle les usines en Amérique latine – n'est pas réputé pour ses salaires équitables ni pour ses bonnes conditions de travail.

A Brücke Le Pont, nous savons que les propriétaires de ces usines textiles exploitent souvent les travailleurs et travailleuses. C'est contre cela que nous luttons efficacement, afin d'aider le plus grand nombre d'ouvriers et ouvrières comme Carmen de Rodas.

Brücke Le Pont travaille depuis des années au Salvador sur le thème du droit du travail. Dans le cadre du projet Derechos Laborales, des huissières de justice s'engagent à ce que les sommes dues par les propriétaires d'usines soient versées aux ouvriers•ères lésés•es. Le projet, qui a un budget annuel d'environ 70'000 francs, a permis des remboursements de plus de 9 millions de francs aux travailleurs•euses entre 2018 et 2023.

En compagnie de l'huissière Diana Carolina Soriano Ayala, Carmen de Rodas raconte son expérience dans le cadre du projet.



L'huissière de justice
Diana Carolina Soriano Ayala.



La participante au projet
Carmen Yesenia viuda de Rodas.

Carmen, tu as travaillé mais tu n'as pas reçu entièrement ton salaire. Pourquoi ?

Carmen : L'usine dans laquelle je travaillais a commencé à différer mon salaire. Cela s'est également produit pour mes collègues. Nous recevions 14 dollars américains toutes les deux semaines, ce qui est bien en dessous du salaire mensuel minimum d'environ 300 dollars américains. Les propriétaires de l'usine nous ont dit que nous devions mieux travailler pour qu'ils puissent payer l'intégralité de notre salaire, alors que nous avions déjà convenu du montant. Par la suite, nous avons également découvert que notre employeur n'avait pas payé notre sécurité sociale ni notre caisse de retraite depuis 2018 – même si ces montants ont été déduits de nos salaires.

Qu'as-tu fait ensuite ?

Carmen : J'ai déposé une plainte auprès du ministère du Travail, du procureur général et du Médiateur des droits humains. Mais cela n'a pas avancé, car il est difficile de poursuivre une procédure en travaillant. Beaucoup de mes collègues ont abandonné parce qu'ils et elles devaient demander la permission à notre employeur pour se rendre aux rendez-vous importants, et que celle-ci n'était souvent pas accordée. Nous devons continuer à travailler pour nourrir notre famille. Mes enfants sont maintenant adultes et me soutiennent dans le processus. Mais beaucoup de mes collègues n'ont pas cette possibilité parce que leurs enfants sont encore trop petits.

Diana, les travailleurs et travailleuses comme Carmen sont manifestement dans leur droit. Malgré cela, les procès durent très longtemps.

Diana : Oui en effet, mais nous travaillons pour que les procédures s'accélèrent. La collaboration avec les tribunaux se passe vraiment bien, nous sommes en contact presque quotidiennement. Il y a eu de grands progrès dans la rationalisation des procédures, mais aussi dans la communication des décisions et des jugements. Dans le cadre du projet, les procédures ne durent plus plusieurs mois et sont conclues plus rapidement.

« Nous obtiendrons ce que nous demandons. »

Carmen Yesenia viuda de Rodas,
Participante au projet

En tant qu'huissière de justice, tu t'engages à ce que les ouvriers·ères du textile obtiennent gain de cause. Quels sont les plus grands défis à relever ?

Diana : Tout d'abord le respect des délais, qui ne sont que de quelques jours. Il est donc important de bien établir les priorités. Il est également parfois difficile pour les travailleurs·euses de présenter des preuves valides. Ils et elles n'ont souvent pas accès aux documents, et nous devons alors demander l'aide des services publics. Ensemble, nous exigeons que les employeurs remettent ces documents aux ouvriers et ouvrières, car ce sont les plus désavantagés en matière de preuves.

Carmen : C'est vrai, j'ai appris à me battre pour moi et je connais désormais ma valeur en tant qu'ouvrière. Dans mon cas, nous sommes actuellement en phase de saisie : je n'ai pas encore récupéré d'argent mais je bénéficie d'un soutien juridique, et nous sommes sur la bonne voie. Je suis confiante et je pense que nous obtiendrons ce que nous demandons.

Diana : J'apprends aussi beaucoup avec le projet, car le droit change constamment. En tant que professionnel·les, nous devons continuellement nous former et c'est ce que nous pouvons faire dans le cadre de Derechos Laborales. Je peux ainsi continuer à défendre au mieux les personnes dont les droits sont violés. ○

L'entretien a été réalisé par écrit.



Pour le ministère public salvadorien, Derechos Laborales est un projet important.

Derechos Laborales : quand des milliers de travailleurs·euses obtiennent gain de cause

L'idée du projet Derechos Laborales, que l'on peut traduire par « droits du travail », est en fait simple : il s'agit de donner aux ouvriers et ouvrières du secteur textile qui ont été lésé·es un accès à la justice. Brücke Le Pont travaille ici en collaboration avec l'ONG locale Ormusa, spécialisée dans les droits des femmes, et le ministère public salvadorien.

Ce sont surtout des femmes qui travaillent dans les usines textiles. Et dans les « maquilas », les conditions de travail sont souvent terribles : contrats de travail précaires, heures supplémentaires et salaires non payés, absence de prestations sociales, problèmes de santé chroniques, harcèlement sexuel, licenciements en cas de grossesse ou obligation d'avorter etc.

Avec ses partenaires locaux, Brücke Le Pont a créé un poste au sein du parquet général pour aider les personnes à obtenir justice. Plusieurs huissiers·ères s'engagent déjà pour que les travailleurs·ses puissent faire valoir leurs droits. Mais cette structure ne s'est pas créée du jour au lendemain : Brücke Le Pont a initié le projet en 2011.

Un coup de pouce pour que le marché profite aux plus démunies

Les structures de marché sont durables lorsque tous les participant·es en profitent. C'est ce que promet l'approche « Market Systems Development » que Brücke Le Pont utilise principalement en Afrique de l'Ouest.

Texte: Pascal Studer



Commençons par formuler une hypothèse audacieuse : le néolibéralisme et une bonne coopération au développement ne sont pas si différents. Augmentation de l'efficacité, synergies et opportunités de marché : autant de mots-clés qui correspondent aux deux.

Seulement, alors que dans le néolibéralisme, une « main invisible » favorise souvent ceux qui ont déjà, Brücke Le Pont et ses organisations partenaires veulent faire exactement le contraire : organiser le marché de manière à ce qu'il profite aux plus démunies. Cette approche, anciennement connue sous le nom de « Making Markets Work for the Poor » (M4P), s'appelle désormais « Market System Development », soit MSD.

Un développement économique

En parcourant la littérature spécialisée sur les MSD, on rencontre des termes tels que « systemic change », « improve market access » et surtout « reducing poverty ». Car c'est là le cœur de l'approche : « Il s'agit de lutter contre la pauvreté de manière durable », explique Nicole Bolliger, responsable du programme en Afrique de l'Ouest. C'est « une sorte de promotion économique qui tient compte non seulement des aspects économiques, mais aussi des aspects sociaux et écologiques, et qui est adaptée aux conditions locales ».

Brücke Le Pont applique l'approche MSD principalement au Togo et au Bénin. En tant que ligne directrice, elle permet

d'orienter les décisions du début à la fin des phases de projet. Au début, la question fondamentale est de savoir si les participant·es qui sont touché·es par la pauvreté ont accès au marché. « Si ce n'est pas le cas, il faut le leur permettre avec des conditions équitables », explique Nicole Bolliger.

Presque une évidence

Plus le projet avance, plus les structures de marché doivent être soutenues par tous les participant·es. « Si tous les acteurs profitent du projet, personne n'a intérêt à l'interrompre », rappelle Nicole. En bref, l'alignement des intérêts individuels assure le bon déroulement du projet.

Quand le projet touche à sa fin, la question de sa reprise et sa poursuite ne devrait pas se poser. « Il continue automatiquement, même sans Brücke Le Pont », précise Nicole Bolliger. Et cela est possible grâce au système de marché qui a été créé et qui a intériorisé la lutte contre la pauvreté. Comme une « main invisible » sociale, si l'on veut. ☺

Des participantes du projet Karité vendent leurs produits sur le marché.

Politique de développement

Ce que le Parlement et le Conseil fédéral ignorent

Il n’y a pas de « problème de recettes, mais de dépenses ». Pour la ministre des Finances Karin Keller-Sutter, la source de financement pour le réarmement de l’armée était claire. L’idée d’augmenter les impôts face à l’enrichissement rapide de quelques-uns a été balayée d’un revers de main. Il n’était pas non plus question d’un assouplissement responsable du frein à l’endettement.

C’est le marteau de l’austérité que la magistrate du PLR a transmis au parlement bourgeois lors du débat sur le budget en décembre dernier. En ligne de mire : la coopération internationale (CI). Le pire a certes été évité, mais par rapport à la période 2021-24, la CI disposera d’environ 1,6 milliard de francs en moins pour les quatre prochaines années.

Cette décision doit certes être respectée mais elle n’en est pas moins choquante, notamment car ce sont avant tout les populations du Sud qui en souffrent. En même temps, des questions de politique démocratique se posent. Une grande partie de la population suisse n’est en effet pas du tout d’accord avec les plans d’économie. Selon un sondage représentatif du centre de recherche Sotomo, la majorité souhaitait couvrir le déficit budgétaire avec des recettes supplémentaires. De plus, selon les études de l’EPF, la CI bénéficie d’un fort soutien au sein de la population. Plus fort encore que l’armée.

Texte: Pascal Studer



Initiative pour des multinationales responsables en bonne voie

Le 7 janvier, la collecte de signatures pour la nouvelle initiative sur la responsabilité des multinationales a commencé. Deux semaines plus tard seulement, plus de 180’000 personnes avaient déjà signé le texte.

Brücke Le Pont est membre de la Coalition pour des multinationales responsables et soutient l’initiative. Une initiative qui ne serait d’ailleurs pas nécessaire si le Conseil fédéral s’en tenait à ses propres promesses.

Lorsque la première initiative pour des multinationales responsables avait atteint la majorité de la population en novembre 2020, mais qu’elle avait échoué à la majorité des cantons, l’argument principal contre l’initiative était que l’on attendait « une solution coordonnée au niveau international ». C’est ce qu’a déclaré la ministre de la Justice de l’époque, Karin Keller-Sutter, qui avait la charge du dossier.

C’est précisément cette « solution au niveau international » qui existe aujourd’hui après l’adoption de l’Union européenne il y a environ un an de directives européennes sur la responsabilité des entreprises. En principe, c’est précisément ce que demande l’initiative : reprendre ces directives de l’UE.



Bienvenue, Karen !

Karen Briggs travaille depuis novembre dernier à Brücke Le Pont comme assistante de projet. Elle apporte « une passion pour l’agriculture et l’alimentation ». « Ce qui me plaît avant tout, c’est que les projets de Brücke Le Pont répondent aux besoins locaux », explique-t-elle. Elle estime en outre qu’il est important de se rappeler que tou·tes les habitant·es de la planète n’ont pas les mêmes chances. Avant de rejoindre Brücke Le Pont, Karen a travaillé dans différents domaines du secteur privé.

L’Assemblée des délégué·es

Nous avons le plaisir de vous inviter à notre assemblée des délégué·es qui sera publique. Après la partie statutaire, notre équipe vous donnera un aperçu de nos projets et de notre programme « Travail en dignité ».

Mardi 13 mai 2024, de 14 à 16 heures à Fribourg, suivi d’un apéritif.



Inscription ici :
→ bruecke-lepont.ch/ad

Abonnez-vous à notre newsletter !

Que se passe-t-il actuellement dans nos projets en Amérique latine et en Afrique de l’Ouest ? Quelles sont les nouvelles du Parlement fédéral en matière de politique de développement ? Comment la politique mondiale influence-t-elle notre travail ? Notre newsletter mensuelle vous permet de rester au courant de l’actualité.



Inscription ici :
→ bruecke-lepont.ch/newsletter

Votre don a un impact durable



Avec votre don, vous aidez des milliers de participant·es aux projets en Afrique de l'Ouest et en Amérique latine à accéder à un travail équitable et à améliorer durablement leurs conditions de vie. Un grand merci pour votre précieuse contribution !

Brücke Le Pont
Rue St-Pierre 12, 1700 Fribourg
bruecke-lepont.ch

Comment faire un don ?



Sur notre site internet
bruecke-lepont.ch/dons



Par e-banking sur le compte
IBAN CH43 0900 0000 9001
3318 2



Avec un bulletin de versement
QR (téléchargeable sur
bruecke-lepont.ch/dons)



Avec l'application Twint,
depuis votre portable

**Faites un don avec
TWINT !**

 Scannez le code QR avec
l'app TWINT

 Confirmez le montant et
le don



Chaque contribution – quel que soit
le montant – est cruciale. Faites un
don dès maintenant. Merci beaucoup !

Ensemble pour un travail décent